



Paris, le 17 décembre 2018

Publication du rapport sur l'Évaluation des Risques du Système financier français

La Banque de France a publié lundi 17 décembre 2018 [son rapport sur l'Évaluation des Risques du Système financier français](#) au deuxième semestre 2018.

Dans un environnement marqué par la montée des tensions protectionnistes et la persistance d'incertitudes politiques au plan mondial et en Europe, **la Banque de France identifie quatre principaux risques** :

- **Le risque de marché**

Les incertitudes dans les économies et sur les marchés mondiaux persistent. Le risque de réévaluation des prix des actifs financiers demeure malgré les épisodes récents de corrections et est assorti d'une perspective de hausse au cours des six prochains mois. Des phénomènes de rotation de portefeuille sont d'ores et déjà observés.

Les valorisations des actifs financiers conservent un niveau élevé, à la fois sur les marchés d'actions et les marchés d'obligations, en lien avec notamment l'environnement de taux d'intérêt bas et l'appétence des investisseurs pour le risque. La confiance de ces derniers pourrait néanmoins être affectée par la combinaison de plusieurs facteurs d'incertitude venant des États-Unis (protectionnisme et politique économique), d'Europe (situation politique italienne, Brexit) ou des pays émergents (vulnérabilités financières).

- **Le risque lié à l'endettement du secteur privé**

Le risque lié à l'endettement du secteur privé non financier est jugé élevé et est également assorti d'une perspective de hausse dans les six mois. Les taux d'endettement des sociétés non financières (SNF) et des ménages français continuent de croître, à l'inverse de l'évolution observée dans les autres pays européens. Le taux d'endettement cumulé des SNF et des ménages atteint 132,2 % du PIB au 2^{ème} trimestre 2018.

La dynamique de l'endettement des SNF est notamment source de risques de liquidité et de défaut, qui pourraient s'accroître au cours des prochains mois. La baisse des coûts de financement a permis de stabiliser le poids du service de la dette des SNF, sans l'alléger pour autant. Les SNF sont d'autant plus vulnérables à une dégradation soudaine de l'environnement macroéconomique ou à une hausse importante des taux d'intérêt qu'une large part de leur encours de dette (44%) est à taux variable. Le développement des financements à effet de levier assortis de clauses financières allégées est également à surveiller.

Contact Presse :

Service de la Communication externe et digitale : 01 42 92 39 00

La croissance des crédits aux ménages est tirée par la forte progression du crédit à la consommation (+6,6 % sur un an en octobre 2018) et par la hausse continue du crédit immobilier (+5,9 % sur un an en octobre 2018). Celle-ci s'accompagne d'un certain assouplissement des critères d'octroi qui appelle à la vigilance des autorités, même si les caractéristiques des prêts immobiliers en France (très largement libellés à taux fixe et bénéficiant d'une garantie) limitent le risque de crédit.

- **Le risque de taux d'intérêt lié à la fragmentation**

Le risque de taux d'intérêt lié à la fragmentation du marché des dettes souveraines en euros vient en 3^{ème} position, se situant à un niveau élevé et étant assorti d'une perspective stable à l'horizon des six prochains mois.

La situation politique dans certains pays de la zone euro, en Italie notamment, se traduit par un écartement des *spreads* de taux souverains et alimente un risque de fragmentation du marché des dettes souveraines en euros. Cette évolution fait craindre une résurgence de la boucle « risque souverain-risque bancaire » et des taux d'intérêt plus élevés pour le secteur privé.

- **Le risque lié aux changements structurels du secteur financier**

Au 4^{ème} rang figure le risque lié aux changements structurels du secteur financier qui est jugé modéré et est assorti d'une perspective stable. En effet, les défis structurels auxquels le secteur financier est confronté persistent (digitalisation, maîtrise des coûts, recherche de rentabilité, environnement de taux d'intérêt bas). Dans ce contexte, l'évolution des coûts d'exploitation demeure un point d'attention. Cependant, les institutions financières poursuivent leurs efforts d'adaptation et de transformation et les risques induits sont dans l'ensemble maîtrisés.

A propos de la Banque de France. Institution indépendante, la Banque de France a trois grandes missions : la stratégie monétaire, la stabilité financière, les services à l'économie. Elle contribue à définir la politique monétaire de la zone euro et la met en œuvre en France ; elle contrôle banques et assurances et veille à la maîtrise des risques ; elle propose de nombreux services aux entreprises et aux particuliers.

Visitez notre site internet www.banque-france.fr

Suivez nous    

Contact Presse :

Service de la Communication externe et digitale : 01 42 92 39 00